PARAISSANT CHAQUE SEMAINE
le MARDI et le VENDREDI.
Abonnement pour l'année,
franc de poste non compris... £1 0 0

Mélanges Religieux,

Les Lettres, Réclamations, Correspondances, etc., doivent être adressées au Rédacteur-en-Chef, franc de port.

POLITIQUES, COMMERCIAUX ET LITTÉRAIRES.

VOL. 14.

MONTREAL, MARDI 22 AVRIL 1851.

No. 59.

ETUDE DU DROIT.

ÉPIÏRE OU PRÉMIUM,

A Messieurs les Étudiants en droit du Bas-Canada.
Messieurs,

(Suite et fin.)

Mais la façon n'est pas la seule objection contre nos statuts. La loi expirée de banque-roule était immorale dans sa tendance, pour ne pas dire dans sa teneur, et elle a mis cette partie de la Province à quelques pas de sa ruine.

L'Ordonnance des Bureaux d'hypothèque, a été on ne peut plus intempestive. On ne devrait pas s'engager du Code Napoléon au point de copier le système hypothécaire de la France, au moment où elle le repoussait elle-même; on l'a même fort mal copié, et le résultat est un grand gaspillage des deniers publics pour tâcher de voir clair parmi les plus épaisses ténèbres.

L'Acte appelé vulgairement "Bill de Judicature" renferme quelques bonnes vues. Il y a une bonne clause pour l'exemption de formes, une autre pour étendre la faculté d'amender, qui ne demande que d'être plus intelligible; le rédacteur a certainement profité des suggestions de Bentham quant aux délégations; mais le criminel, auquel on devrait toujours prêter le plus d'attention, n'a reçu aucune amélioration; les juges de circuit ont été mis à la merci des Juges de la Cour Supérieure; aucun juriconsulte ne saurait se rendre compte des sections 83 et 92; l'application journalière du statut donne à croire qu'il demandera une multitude d'amendemens, et l'on sait, ou l'on peut voir ce que pense des lois rapiécées l'auteur de la Théorie des Lois.

C'est sans doute le motif d'un tel inconvénient qui a empêché de combler les lacunes de l'Ordonnance de 1841, de lui donner tous les amendemens qu'elle mérite, et de voir si elle ne renferme pas d'antinomies, comme la loi des Lettres de Ratification a l'air d'en renfermer une.

Si nous passons en revue d'autres lois de notre Parlement, leur proportion de mérite est la même. Nous avons l'Acte très-faussement intitulé "Pour abolir l'emprisonnement pour dettes," et dont le préambule est très-hypocrite. Il paraît qu'on a copié un statut impérial dont le titre est aussi trompeur. Ce n'est que sur la foi de son préambule que lord Brougham a pu avancer en 1843 que l'emprisonnement pour dettes était aboli en Angleterre; c'était dans une séance de l'Académie des sciences morales et politiques à Paris. M. Troplong l'obligea de se retracter et blâma dans les termes les plus forts le statut anglais, qui bien loin d'abolir l'emprisonnement pour dettes, conserve le moyen odieux de l'incarcération préventive. Voilà la belle législation à laquelle il faut accorder une étude particulière. Nous ne sommes plus un peuple corvéable et qu'on taille à volonté, mais qu'on réglemente à merci, selon ce qu'imaginent les personnages que la confiance des électeurs a mis au pouvoir. Du jour où ils sont nos mandataires par une fiction constitutionnelle ce sont leurs volontés et leurs idées qu'ils nous imposent.

Vous comprenez, messieurs, que si nous ne pouvons pas nous abstenir d'enseigner beaucoup de choses, nous devons nous étudier à les traiter d'une manière concise eu égard à la durée du cours.

Voici proprement notre programme :
Commentaires sur
Le Droit.

Livre Préliminaire.
Histoire du Droit.
Chapitre I.
Histoire du Droit Romain.
II.
Anglo-Normand.
III.
Français.
Chapitre subsidiaire.
Histoire du droit en Canada.
Ces quatre chapitres n'occuperont que quelques leçons

Livre II.
Du Droit en général.
Chapitre I.
Terminologie du Droit comprenant le titre seizième du cinquantième livre du Digeste.

II.
Méthodologie du Droit.
III.
De la Législation.
§. 1. Des Lois.
§. 2. De la Justice.
§. 3. De la Jurisprudence.

Sont compris dans les deux dernières sections les titres premier et onzième du premier livre des Institutes, premier, deuxième, quatrième, cinquième, sixième, septième, huitième et neuvième du second livre, partie du sixième, et le titre dix-septième du quatrième livre.

IV.
Des Obligations.
Sont compris les titres quatorze, quinze, dix-sept, vingt-un, vingt-trois, vingt-cinq, vingt-neuf et trentième du troisième livre des Institutes, et le commencement des titres premier et cinquième du quatrième livre.

V.
Des contrats.
Article I. De l'Echange.
II. Du Change.
III. De l'Achat et de la Vente.
IV. Du Louage etc., etc.
V. Du Prêt.
VI. Du Dépôt et du Séquestre.
VII. De la Société.
VIII. Du Mariage.
IX. Contrats Aléatoires.
X. Contrats Accessoires.
XI. Quasi Contrats.

Sont compris les titres trois, quatre, cinq, sept et dixième du second livre des Institutes, vingt-quatre, vingt-cinq, vingt-six, vingt-sept et vingt-huit du troisième livre et le onzième du quatrième.

Livre troisième.
Lois communes du Bas-Canada telles qu'amendées par les Ordonnances des Rois de France enregistrées dans le pays et par les Statuts impériaux ou provinciaux, avec leurs comparaisons à la loi commune d'Angleterre.
(1)
Livre quatrième.
Procédure.

Chapitre I.
Des Actions et exceptions (Institutes etc.)
II.
Clavis du Code (1667) comparé avec les Ordonnances de 1785 et 1796, et l'Acte de Judicature.

III.
Des règles du Droit (titre dix-septième du cinquantième livre du Digeste) comparées avec celles du Sexte.

On ajoutera d'après le programme de l'Université de Berlin les exercices désignés sous les noms de *Relatoria et Practica*.

(1) Nous ferons ici quelque usage du travail de notre vénérable compatriote, M. Doucet.

Nous nous aiderons du travail que fait faire le gouvernement.
Et les "Repetitoria" d'après celui de Lipsic. Tous les samedis des messieurs seront nommés pour discuter entr'eux les matières de la semaine écoulée.

Ceux qui désireront aller plus loin pourront voir séparément le droit criminel, dont les premiers rudimens seront néanmoins transportés dans le cours ordinaire, et le droit des gens.
Peut-être quelques notions de jurisprudence médicale pourront-elles venir comme supplément au droit civil et surtout au droit criminel.

Nous disons à dessein Jurisprudence médicale et non Médecine Légale.
Le médecin est tenu à plus que l'avocat, qui n'est pas appelé à faire les mêmes fonctions en Justice, et qui n'aura pas la même confiance de la part de la cour.

Il est seulement à désirer que l'avocat en sache assez pour que le médecin n'en impose pas à la cour.
Nous disons donc que la médecine Légale se rattache à la médecine, et la Jurisprudence médicale au droit comme partie dépendante de la médecine Légale qui la règle. Si l'on se sert indifféremment des deux expressions, l'on fait une inversion.

Malgré le souhait que nous exprimons avec timidité, il est peut-être trop vrai de dire que le barreau risque d'être encore longtemps entièrement mené par les médecins.

Bien que nous ayons toutes les raisons de nous flatter que l'établissement d'une chaire de droit canadienne sera d'une date antérieure à la présente dans l'histoire de notre pays, nous n'avons pas de local prêt sitôt que nous l'aurions désiré, et nous ne sommes pas absolument certain de l'avoir prêt pour le premier jour de mai. Notre cours n'en commencera pas moins à cette époque, et nous avertirons quelques jours d'avance du lieu où l'on pourra se réunir provisoirement ou pour toujours selon le cas.

Les mois de Juillet et d'Août de chaque année seront vacance, à l'exception de celle-ci: il n'y aura en vacance que le mois d'Août, pour que les élèves aient un semestre complet.

Le prix devant être de £10 par an et les mois de juillet et d'Août ne se trouvant pas remplis, les élèves auront ainsi à payer un mois par mois toujours d'avance. Il vaudrait mieux que l'on pût payer un semestre mais nous désirons mettre à l'aise ceux qui ne le pourraient pas. Du reste, devant pouvoir d'abord au succès de l'œuvre nous ne pourrions faire aucun crédit sans nécessité et *prestation de sûretés bonnes et valables*, comme un billet endossé par une personne connue et solvable.

Ceux qui désireraient avoir des répétitions ou préparations à l'examen légal, soit qu'ils aient suivi notre cours ou qu'ils ne l'aient pas suivi, devront s'entendre avec nous.
Toutes choses ci-dessus sujettes à amendement de l'avis de nos anciens auxquels nous entendons déférer toutes les fois que l'occasion s'en présentera.

La présente tiendra lieu de *Præmium* ou lecture d'introduction à notre cours.
Votre fidèle etc.,
MAXIMILIEN BIBAUD.

Errata.

Second fragment, imprimé première colonne, ligne onzième, lisez la note sixième: "L'Université de Gœttingue a produit un grand nombre de bons ouvrages, dont plusieurs sur les lois d'Angleterre."

Troisième colonne, seconde ligne, lisez: "Sans les termes de celle-ci."
Quatrième colonne, ligne cinquième, lisez: "Que pour lui ôter un arpent de pré."

Mensonge ou ignorance.

M. le Rédacteur du *Canadien*.

La semaine dernière, le *Montreal Witness* du 7 avril m'étant par hasard tombé sous la main, mes yeux le parcoururent à la hâte et s'arrêtèrent sur le titre: "QUEBEC CORRESPONDANCE, March 25th, 1851." Curieux de connaître ce que disait de notre ville le correspondant du *Witness*, je commençai la lecture de cet écrit, et m'arrêtai avec surprise aux lignes suivantes que je reproduis ici *verbatim*, pour l'édification des membres de la *Chambre de Lecture de St. Roch*:

"An association of young French Canadians has lately been formed in the populous suburbs of St. Rochs, whose ostensible object is said to be that of mutual improvement. They freely discuss matters of reform in the government of their church, particularly that relating to the payment of tithes, and have consequently drawn upon themselves the ire of the Priests and their party, who have publicly denounced their proceedings, but there is evidently a spirit of independent enquiry abroad among the French Canadian population, which cannot be easily suppressed, and may yet lead to important and beneficial results."

Pour dire de telles choses de la *Chambre de Lecture de St. Roch*, il faut que le correspondant du *Witness* soit bien ignorant de ce qui s'y passe, ou bien malhonnête; car personne n'ignore que le but de cette association, a pour objet spécial l'instruction de la jeunesse canadienne-française et en particulier de la classe ouvrière de St. Roch, non sur des questions religieuses ou de parti, mais sur les sciences et les arts, l'économie morale et politique, l'industrie et le commerce. Cette association ne se compose pas seulement de jeunes Canadiens français chez lesquels existe évidemment un *spirit of independent enquiry* mais d'hommes de toutes les conditions et de tous les âges, depuis l'ouvrier jusqu'à l'homme de profession, depuis l'adolescent jusqu'au vieillard à cheveux gris. On y admet indifféremment tous les gens respectables, quelques soient leurs opinions politiques ou leurs idées religieuses, et toute discussion sur cette matière est expressément prohibée par une cause des réglemens.

Si le correspondant du *Witness* eût assisté aux nombreuses lectures données, cet hiver, par la Chambre de Lecture de St. Roch, il aurait connu qu'il n'y a jamais été traité aucune question relative au gouvernement de notre église, et particulièrement la question des dîmes. Tous les citoyens de Québec connaissent le but de cette association qu'ils savent apprécier dignement, et ce n'est pas pour eux que j'écris aujourd'hui; mais comme l'avancé du correspondant du *Witness* est fait pour nous autre dans l'esprit des habitants des autres parties du pays, je crois devoir, en une qualité de membre, dévoiler le mensonge et proclamer la vérité.

Pour rendre justice aux membres de la Chambre de Lecture de St. Roch, je prierai le *Montreal Witness* de rectifier le faux avancé de son correspondant, et j'attends cela de sa tolérance et de son impartialité, s'il en a. Le *True Witness*, les *Mélanges Religieux* et la *Minerve* voudront bien avoir aussi l'obligance de reproduire cette correspondance,

que vous admettez je l'espère, M. le Rédacteur du *Canadien*, par amour de la vérité.
UN MEMBRE DE LA CHAMBRE DE LECTURE DE ST.-ROCH.

Des Eglises Nationales.

[Un journal Parisien cite l'extrait suivant d'un Mandement de Mgr. Rendu, évêque d'Annecy, et l'accompagne de la note que voici:]

Tous les actes du gouvernement piémontais relatifs aux questions religieuses tendent manifestement, depuis l'abdication du roi Charles-Albert, à amener un schisme et à la constitution d'une Eglise nationale. Ou le cabinet de Turin ne sait ce qu'il veut et agit sans avoir la conscience de ce qu'il fait, ou tel est son but, et il a lieu de craindre que les doctrines auxquelles sont livrées les destinées du Piémont, au lieu de renoncer à ce projet aussi insensé que coupable, ne le poursuivent avec la tenacité aveugle qui les caractérise. C'est sans doute cette crainte qui a inspiré à l'un des plus savants et des plus éloquentes pontifes des Etats Sardes, Mgr. Rendu, évêque d'Annecy, le passage suivant d'un mandement qu'il vient d'adresser à son peuple, et dont la lecture ne serait pas moins utile aux anglicans, qui conservent encore quelque sentiment de la dignité chrétienne, qu'aux catholiques de la Savoie.

"Un des chefs-d'œuvre de la raison, celui peut-être dont elle est le plus fière, c'est d'avoir créé des religions nationales, et par conséquent des Eglises nationales. Comme il pourrait arriver que les Jocrissaires de notre époque voulussent imposer aux peuples des bienfaits de cette espèce, il faut bien, N. T. C. F., que nous nous disions ce que c'est qu'une religion, une Eglise nationale. C'est le raffinement du despotisme, et voici comment: des hommes ambitieux arrivent au pouvoir; contents de tenir la proie qu'ils ont saisie, désireux de s'en assurer la tranquille possession, ils s'efforcent d'associer Dieu lui-même à leur usurpation. Ils prennent d'une même main le sceptre de l'autorité civile et celui de l'autorité religieuse. Dès lors, organes de Dieu et maîtres des hommes, rien ne peut manquer à leur puissance; ils tiennent dans l'asservissement les deux natures de l'homme. Le matin ils font une loi d'intérêt temporel, et le soir, une ordonnance de droit divin. Lever des impôts et régler des croyances, organiser une administration et discipliner un dogme qui oblige la conscience, commander une armée et supprimer un sacrement, sont tout autant de prérogatives qui appartiennent aux chefs des Eglises nationales, quelque soit d'ailleurs le nom qu'ils portent. Dans ces heureux pays, l'oracle divin arrive aux volontés soumises par la voix d'un Conseil d'Etat, d'un président de république, d'un ministre des cultes, d'un roi, d'une reine, d'un prince au berceau ou de tout autre personnage. Ces riches dépositaires de la puissance divine font ouvrir ou fermer les temples, mettent des chandeliers ou des croix sur les autels, déterminent les conditions, régissent les cérémonies du mariage, dictent les paroles du prône, ordonnent des jeûnes, fabriquent des prières, président à l'éducation du prêtre, portent des décisions avec anathème, et marquent, de par le Ciel, les limites entre lesquelles doit invariablement rester l'esprit humain. Il est vrai que ces pontifes suprêmes se contentent à deux siècles de distance; qu'ils disent le blanc et le noir, le pour et le contre, selon qu'ils parlent à Lausanne, à Berne, à Londres, à

FEUILLETON.

LE MONTAGNARD

OU LES
DEUX REPUBLIQUES.
1793.—1848.

(Première partie, 1793.)

(Suite.)

Citoyenne ma femme, dit Gracchus, je vais sortir.
Et où vas-tu donc?
Hélas! à la section de la fraternité.
L'arrivée d'Antoine Obriçe devait plus que jamais livrer Georges corps et âme aux sanglants enviremens de l'école révolutionnaire.
Cet homme

cette bonne ville d'Arles, qui en avait ensanglanté chaque pavé, et en avait fait la *digne* émuile d'Avignon et d'Orange? N'avait-il pas décimé la ville au profit du comité révolutionnaire, brûlé tous les châteaux, dévasté la fertile Provence au nom de la liberté et de la république une et indivisible? Comme le tigre que la faim pousse ils semblaient flairer le sang; il marchait dans sa haine comme Georges dans son enthousiasme fanatique. La vengeance était en lui comme la soif dans les entrailles d'un damné, insatiable et terrible.

Le même jour où le marquis De Savernay venait confier sa fille à son vieil ami le *citoyen Gracchus*, cet excellent Obriçe lisait à Georges, son ami, son élève, comme il se plaisait à l'appeler dans ses moments d'épanchement:
"Tu vas me conduire chez Robespierre, j'ai grande hâte de connaître et devoir le sublime Maximilien. Je ne me consolerais jamais qu'ils m'aient tué mon Marat avant que j'aie pu serrer la main de ce grand patriote."
C'est qu'en effet, leur entretien était d'un plus haut intérêt. Leur pensée, leur

Dans toute cette partie de la Provence où mes yeux pouvaient s'étendre et voir, ajouta-t-il, je n'ai pas laissé un seul château debout, et j'ai posé mon taillon sur la dernière des pierres renversée et brisée...
Puis il reprit sa marche sombre et silencieuse.

Georges le regarda un instant, et détournant les yeux, il se mit, lui aussi de son côté, à écouter le bruit vague et tumultueux de ses pensées.

Ils entrèrent dans le jardin des Tuileries. A quelques pas devant eux, deux hommes causaient; l'un était grêle, petit, il portait les lunettes; l'autre, jeune, beau et élégant l'écoutait attentivement.

C'était Robespierre et son inséparable St. Just. Georges et Obriçe les eurent bientôt atteints. Robespierre et St. Just étaient si absorbés dans leur entretien qu'ils ne virent pas approcher les nouveaux venus.
C'est qu'en effet, leur entretien était d'un plus haut intérêt. Leur pensée, leur

ple, et j'ai simplifié les lenteurs du jugement.
Tu me comprends, toi, ami, fit Robespierre à St. Just en lui tendant la main.
Mais la province m'ennuie repit celui-ci avec indolence; on a beau faire, on s'y roule.

Robespierre se laissa aller à ses réflexions.
Oui L... oui... reprit-il en relevant la tête, point de trêve! point de tiédeur! tout n'ira réellement bien que si l'on purge le sol de tout ce sang d'aristocrates et de royalistes. Il faut que la république marche comme une avalanche, qu'elle renverse tout ce qui s'oppose à son passage, villes et populations. On rebâtit les villes, on renouvelle les générations et tout est dit.

St. Just approuva d'un signe de tête la parole du maître.
Chaumette est un imbécille avec son idée de pommes de terre. Ne vient-il pas encore de proposer à la convention de faire abattre les beaux maronniers de ce jardin et toutes ses

ami et maître, dit Georges en l'abordant; mais je te cherchais pour te présenter un citoyen comme tu les aimes. C'est le citoyen Antoine Obriçe, ex-président du comité de surveillance de la commune d'Arles. Je l'aime et te le recommande avec un bien vif intérêt.

J'ai entendu souvent parler de toi, répliqua aussitôt Robespierre en regardant fixement Obriçe à travers le verre de ses lunettes. Tu es un bon patriote et je te tends la main.

Merci, citoyen, fit Obriçe; tu me fais honneur, et je suis orgueilleux de cette main que tu me tends; mais les mains républicaines n'aiment pas l'oisiveté; elles veulent agir. Voilà pourquoi je viens

Parle.
Il y a un complot contre la république et contre ses vrais défenseurs.
Il y en a vingt.
Un surtout formidable, qui s'étend sur toute